

Entre communication et civilisation Les langues et les dynamiques politiques entre République et Empire (1795-1808)

Jean-Luc CHAPPEY
Université de Paris I Panthéon-Sorbonne
EA 127/Institut d'histoire de la Révolution française-Ums 622

Comment la question des langues a-t-elle pu constituer un enjeu politique pendant la période révolutionnaire ? Cette question n'est pas neuve et a déjà fait l'objet d'études nombreuses menées autant sur la place occupée par les débats sur la/les langue(s) dans le processus d'unification nationale¹ ou, démarche différente, de construction et d'institution d'un nouvel espace politique², que sur le rôle joué par des pratiques langagières dans la dynamique des luttes politiques, sociales et culturelles. Les batailles contre-révolutionnaires contre les « mots nouveaux » et contre la décadence de la langue française, mais aussi les usages de formes familières, voire ordurières, de la parole politique contre la langue des « honnêtes gens » et des élites, ont ainsi été l'objet d'une attention toujours renouvelée³. Dans une perspective encore différente, d'autres travaux, relevant plus de l'histoire des savoirs, ont cherché à montrer les transformations opérées par les contemporains dans l'étude des langues et de leurs histoires à travers l'analyse de certaines institutions (la Société des amateurs de la langue française ou l'École spéciale des langues orientales) ou de certaines pratiques (les voyages, les traductions...). Ces chantiers ouverts depuis plusieurs années soulignent avec force combien la question des langues, portant sur des objets les plus divers, occupe une place majeure dans le processus révolutionnaire ouvert en 1789. La perspective choisie ici ne saurait donc être que partielle. Elle vise à s'interroger, dans le contexte particulier de la république directoriale et de l'Empire (1795-1815), sur les enjeux posés par la question des langues considérées comme outils de communication, notion associée à celles de régénération et de civilisation.

L'analyse de la place occupée par les langues sous le Directoire et

1. L'ouvrage de référence sur cette approche reste celui de Michel de Certeau, Dominique Julia, Jacques Revel, *Une politique de la langue. La Révolution française et les patois*, Paris, Gallimard, 1975.

2. Récemment, Michel Biard, *Parlez-vous sans-culottes ? Le dictionnaire du Père Duchesne (1790-1794)*, Paris, Tallandier, 2009.

3. Voir particulièrement les travaux de Sonia Branca, « Vues d'en bas : des écrits malhabiles pendant la période révolutionnaire », *Langage et Société*, mars 1989, n° 47, p. 9-27.

l'Empire a déjà donné lieu à de nombreux travaux portant principalement sur les fondements théoriques, les productions et les pratiques du groupe des Idéologues dont les réflexions sur les langues et le langage semblent dominer toute la période, les thèses sensualistes et les approches génétiques du langage apparaissant comme l'un des paradigmes centraux autour duquel s'organise la carte des savoirs lors du « moment 1800 ». Se focalisant sur les débats qui ont pu opposer les principaux théoriciens de l'époque, cette approche tend néanmoins à réduire la question des langues à des enjeux spécifiquement techniques, relevant de problèmes strictement linguistiques, occultant souvent un des aspects essentiels des discussions : les langues considérées comme outils de communication entre les individus et les sociétés. Dans un contexte de redéfinition du régime républicain et d'expansion militaire en Europe, cette question n'est pourtant pas mince. Il ne s'agit pas de mettre en cause les travaux sur les théories linguistiques des Idéologues, sur la grammaire générale ou sur les fondements sensualistes mobilisés à l'époque, mais seulement de replacer ces théories dans des débats politiques plus larges et, peut-être, mettre à distance un certain « monisme épistémologique » qui, à l'opposé d'un modèle allemand présenté souvent par l'historiographie comme plus novateur dans le domaine des théories linguistiques (pensons ainsi à la place accordée à Alexandre de Humboldt), tendrait à les enfermer dans un cadre épistémologique et méthodologique étroit⁴. En considérant ainsi les langues comme outils de la communication, il s'agit d'interroger la nature de l'idéal républicain et de la mission de civilisation assignée à la France entre le Directoire et l'Empire.

Les langues et la légitimation de la République directoriale

C'est dans le contexte particulier de l'invention de la « Terreur », période réduite au règne des violences et de la barbarie, et de l'expansion militaire de la République française dans le cadre de la Grande Nation que se pose avec acuité la question des langues dans l'espace politique. C'est d'abord dans le processus de légitimation de la république directoriale qu'il convient de comprendre l'importance accordée à la promotion de la « langue bien faite ». Soucieux de se démarquer du régime incarné par le gouvernement révolutionnaire auquel ils ont pourtant participé et de neutraliser le danger, toujours présent, des révoltes populaires, les députés thermidoriens se réunissent, dès le printemps 1795, autour du projet de républicanisation

4. Sur cette interprétation, voir Wulf Oesterreicher, « Ère française et Deutsche Bewegung. Les Idéologues, l'historicité du langage et la naissance de la linguistique », dans Winfried Busse & Jürgen Trabant (dir.), *Les Idéologues, sémiotique, théories et politiques linguistiques pendant la Révolution française*, Amsterdam-Philadelphie, John Benjamins Publishing, 1986, p. 97-143.

fondée sur l'affirmation de la distinction entre des élites civilisatrices et à un peuple à civiliser, justifiant ainsi la dépolitisation de ce dernier. C'est en 1795 que Léonard Guillaume Snetlage, lecteur français à l'Université de Göttingen, signale que le mot de civilisation « est employé pour exprimer l'action de civiliser ou la tendance d'un peuple de polir ou plutôt de corriger ses mœurs et ses usages, en portant dans la société civile une moralité lumineuse, active, aimante et abondante en bonnes œuvres⁵ ». La reconstruction de ce partage entre le peuple et les élites auquel les principes de la Constitution de l'an III doit donner corps, repose en très large partie sur l'actualité nouvelle donnée à la question du langage. Réduite à une période d'explosion des violences, la « Terreur » est interprétée comme le produit d'un dysfonctionnement des règles de la raison, une sorte de maladie qui se serait diffusée du haut vers le bas, des leaders montagnards, ces monstres diabolisés (Robespierre, Marat, Carrier...), vers le peuple, dès lors livré aux passions. Dans ce système d'interprétation, le rôle assigné au langage, et plus précisément, au langage d'assemblée, à la rhétorique, occupe une place majeure : c'est en effet par les effets incontrôlés de la parole, échappant en quelque sorte aux règles et aux normes de la Raison, que ces dysfonctionnements auraient été possible. Selon les députés de la Convention nationale qui cherchent alors à légitimer leur position et à justifier l'abandon progressif des mesures d'exception qu'ils avaient pourtant votées depuis 1792, c'est par l'usage trompeur de la langue et de la rhétorique que les « monstres » seraient en effet parvenus à confisquer les pouvoirs et à prendre le contrôle des passions du peuple. C'est en effet d'abord sur les rangs de la Convention nationale que les députés cherchent à conforter les contours de la République en s'appuyant sur une véritable politique de la langue. « Sortir » et empêcher le retour de la Terreur, c'est rendre de nouveau possible le régime de la Raison : or, bien penser, selon les fondements théoriques issus des travaux de Condillac dont l'héritage est alors valorisé par les autorités républicaines⁶, c'est avant tout bien parler. C'est en effet les « mauvais » usages du langage, conduisant à une véritable dégradation morale, qui sont considérés comme les causes des passions et des violences.

On connaît les mots de Volney prononcés devant les élèves de l'École normale de l'an III pour qui il convient à la République de se tourner vers la Sparte « silencieuse » plutôt que vers l'Athènes « éloquente » :

On apprend aux hommes à parler ; on devrait leur apprendre à se taire : la parole dissipe la pensée, la méditation l'accumule ; le langage né de l'étourderie engendre la discorde ; le silence, enfant de la sagesse, est l'ami de la paix. Athènes éloquente ne

5. Nouveau dictionnaire français contenant les expressions de nouvelle création du peuple français. Ouvrage additionnel au Dictionnaire de l'Académie Française et de tout autre vocabulaire, par Léonard Snetlage, docteur en droit de l'Université de Göttingen, Göttingen, J. C. Dietrich, 1795.

6. Une nouvelle édition des œuvres est présentée à la Convention par Dominique Garat en 1798. Voir *Discours prononcé par le c. Garat offrant les œuvres de Condillac à la séance du 3 fructidor an VI/20 août 1798*, Paris, Imprimerie nationale, 1798.

fut qu'un peuple de brouillons ; Sparte silencieuse fut un peuple d'hommes posés et graves ; et ce fut sans doute pour avoir érigé le silence en vertu que Pythagore reçut des deux Grèce le titre de sage⁷.

Pour les élites thermidoriennes, cette distinction entre Sparte et Athènes se retrouve dans celle qu'elles établissent entre le « bon » (silencieux) et le « mauvais » (bruyant) peuple. Dès lors, dans une perspective visant à rééduquer et à civiliser le peuple, c'est l'approche normative de la langue qui est privilégiée, justifiant l'intérêt porté à la grammaire générale qui recouvre les questions touchant à l'orthographe, à la prosodie (élocution), à l'étymologie et à la syntaxe. Il convient ainsi de rétablir les règles et les normes d'un langage rationnel et raisonnable qui tourne le dos aux pièges de la rhétorique et justifie le recours aux fondements de l'Idéologie dont Antoine Destutt de Tracy présente la synthèse devant ses collègues de la Classe des sciences morales et politiques en 1796. Les langues scientifiques issues de la médecine, de la chimie ou de l'histoire naturelle sont ainsi érigées en modèles de la langue française, celle que les élites raisonnables entendent purger des scories populaires. Imposer ainsi des normes sur le langage (c'est la mission confiée en 1798 à la nouvelle Commission du dictionnaire composée de membres de l'Institut national) constitue un moyen pour stigmatiser des usages et des lieux de la prise de parole et donc de dépolitiser le peuple. La langue « bien faite » doit en effet rendre de nouveau possible les communications entre les individus, les groupes et les communautés qui composent une société française qu'il convient désormais de reconstruire de fond en comble pour stabiliser la République et « terminer » la Révolution. L'attention portée par les autorités politiques et administratives aux « infirmes de la communication » et au « traitement moral » de Philippe Pinel s'inscrit dans cette perspective : à l'instar du médecin des fous, les législateurs et les élites politiques ont pour mission de soigner le « peuple » en parvenant à imposer de nouvelles règles de communication.

Dès 1795, profitant des nouvelles libertés, les adversaires de la République cristallisent leurs attaques contre cette « politique » de la langue menée par les thermidoriens et poursuivie par les partisans du Directoire. Dans la continuité de l'offensive menée par Jean-François La Harpe dans son cours du Lycée républicain, ils dénoncent l'ambition politique et scientifique à vouloir normaliser le langage, prenant souvent la défense, ce n'est pas le moindre des paradoxes, des usages populaires de la langue dans lesquels ils affirment retrouver le « bon sens » contre la raison des élites républicaines⁸.

7. Cité dans Brigitte Schlieben-Lange, « Athènes éloquente/Sparte silencieuse », dans Hans-Ulrich Grumbrecht & Karl-Ludwig Pfeiffer (dir.), *Stil*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1986, p. 155-168 ; voir aussi Jean-Paul Sermain, « Raison et Révolution : le problème de l'éloquence politique », dans Wulf Busse & Jürgen Trabant (dir.), *Les Idéologues, op. cit.*, p. 147-165.

8. Jean-François La Harpe, *De la guerre déclarée par nos derniers tyrans à la raison, à la morale, aux lettres et aux arts*, discours prononcé à l'ouverture du Lycée républicain, Paris, an IV/1796.

Dans une perspective totalement différente, les élites républicaines, incarnées particulièrement par les membres de la Classe des sciences morales et politiques de l'Institut national, sont progressivement attaquées par les porte-parole d'une opposition démocratique qui dénoncent, à l'instar de Pierre-Antoine Antonelle, le rôle joué par l'entreprise de normalisation du langage dans la construction de nouvelles formes de distinctions politiques et sociales opérées au profit de la domination de ces seules élites⁹. La langue devient donc un véritable objet de luttes politiques et de division au sein même du camp des républicains. Le contexte particulier de la conquête militaires de nouveaux territoires et la formation des républiques sœurs dans les Provinces-unies et en Italie ne fait que renforcer davantage la place occupée par les questions de langues dans l'espace politique.

Langues et Grande Nation

La question de la connaissance des langues étrangères et de ses enjeux politiques est clairement posée sous la République directoriale lors du débat de fructidor an IV/août 1796 portant sur la création de professeurs de langues au sein des écoles centrales. La question qui est posée au sein même du Conseil des Cinq Cents, revient à s'interroger sur la nécessité ou non d'un apprentissage des langues étrangères au moment où les armées républicaines sont conquérantes. Le 7 ventôse an III/25 février 1795, la Convention avait décrété la création de plusieurs postes de professeurs touchant aux langues : « 10° D'un professeur de grammaire générale ; 11° D'un professeur de belles-lettres ; 12° D'un professeur de langues anciennes ; 13° D'un professeur de langues vivantes, les plus appropriées aux localités [...] ». La question posée est de savoir s'il faut, ou non, créer plus de postes dans ce dernier domaine. En brumaire an IV/octobre 1795, la loi générale d'organisation de l'instruction publique stipule qu'il sera établi dans les écoles centrales « un professeur de langues vivantes lorsque les administrations de département le jugeront convenable et qu'elles auront obtenu à cet égard l'autorisation du Corps législatif ». Entre les contraintes financières qui poussent aux économies et l'affirmation de la supériorité et de l'universalité la langue française, les membres de la Commission spéciale sur l'enseignement des langues vivantes, représentés par Louis-Sébastien Mercier, se montrent défavorables, au nom du caractère universel de la langue française, à la création de nouvelles chaires d'enseignement :

Si l'étude des langues étrangères est favorable aux gens de lettres, ils ont en eux-mêmes tous les moyens pour les acquérir. S'il s'agit de l'intérêt des commerçants, ils peuvent faire les avances de ces études, ainsi que des autres fonds de leur

9. Pierre Serna, « Antonelle, lecteur de Condillac », *Dix-huitième Siècle*, n° 29, 1997, p. 393-410.

commerce, et ce ne sera d'ailleurs que dans les pays étrangers qu'ils apprendront bien la langue usuelle, si différente chez tous les peuples de la langues des lettrés. Votre commission m'a autorisé à ajouter quelques nouvelles observations à celles qui vous ont déjà été faites. Elle pourrait vous parler de l'universalité de la langue française, de l'orgueil légitime d'une nation qui a quelques droits peut-être à ne plus s'assujettir à étudier les idiomes étrangers et à donner le sien comme l'instrument général de communication. Les relations politiques d'un peuple vainqueur exigeraient peut-être que ses écrivains commandassent aujourd'hui ainsi que ses guerriers, et qu'il ne fût plus question de la littérature de nos voisins, la nôtre étant assez riche pour offrir tous les modèles, et pour marier à son caractère la dignité d'une langue universelle¹⁰.

Selon Mercier, la langue des vainqueurs doit ainsi s'imposer comme la langue des échanges et des communications en Europe. C'est une position défendue par une partie des républicains qui considèrent que l'Europe doit se soumettre au pouvoir de la civilisation et de la langue française. Secrétaire du Directoire exécutif, Frédéric Lamarque se montre, à l'inverse, particulièrement favorable à l'enseignement des langues étrangères dans les écoles centrales. Selon lui, il convient de ne pas réduire l'étude des langues étrangères à des enjeux d'utilité ni de penser comme possible la disparition des langues spécifiques aux différents peuples européens. Suivant les impératifs de cette science des sociétés mise en pratique par certains agents diplomatiques du Directoire¹¹, Lamarque met en évidence le lien entre l'étude des langues et l'étude des mœurs, les langues étant les matériaux de la connaissance de l'histoire des peuples européens nécessaire à leur régénération. Loin de vouloir les détruire, les Français ont intérêt selon lui à apprendre les langues de leurs voisins afin de promouvoir la civilisation française et de rendre possible les progrès de l'Europe :

Ce n'est pas le vœu de votre commission que je me permets de censurer : je désirerais comme elle qu'il n'y eût qu'une seule langue en Europe ; les sciences, les arts, et surtout la morale publique, y gagneraient infiniment : mais je pense que la nation française, qui a si sagement décrété l'unité et l'indivisibilité de la République sur son territoire, n'a pas le même droit pour décréter en Europe l'unité et l'indivisibilité de la langue. Je suis convaincu que ce projet est une chimère, et je me hâte d'examiner les motifs de votre commission, qui, j'ose le dire, ont beaucoup plus d'éclat que de solidité. [...] J'observe, d'un autre côté, que lorsqu'on étudie une langue étrangère, et surtout une langue-mère, ce n'est pas seulement pour la parler, [...] c'est pour étudier les monuments antiques, c'est pour connaître l'origine, l'histoire des peuples, celle de leurs mœurs, de leurs lois, de leurs vices et de leurs vertus, de leurs sciences et de leurs préjugés ; et qu'à cet égard la connaissance des racines des mots primitifs d'une langue éclaircit souvent des points essentiels que cent volumes de dissertations laissent dans l'obscurité [...] Je crois avoir

10. Conseil des Cinq-cents, *Second rapport de L. S. Mercier fait au nom de la commission spéciale sur l'enseignement des langues vivantes, du 17 fructidor an IV / 3 septembre 1797*, Paris, Imprimerie nationale, brumaire an V, p. 2.

11. Virginie Martin, « Du modèle à la pratique ou des pratiques aux modèles : la diplomatie républicaine du Directoire », dans Pierre Serna, *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, PUR, 2009, p. 87-100.

démontré, d'une part, que la connaissance respective des langues entre des peuples voisins concourt à resserrer les liens d'amitié, de fraternité, de commerce, à répandre les lumières, et conséquemment à faire germer les vrais principes de morale et de liberté publique ; d'autre part, qu'elle est essentiellement nécessaire pour étudier l'histoire, pour découvrir la véritable origine des mœurs, des usages primitifs qui nous ont été transmis par les premiers peuples, et qui influent, sans que nous nous en doutions, sur la plupart de nos institutions modernes. [...] Or, je l'ai dit, et cela est démontré : il n'y a point de vraie science, et surtout de science politique et morale, sans la connaissance des peuples, sans l'étude de l'histoire, et il ne peut y avoir d'étude fructueuse des peuples sans la connaissance des langues. [...] ¹².

Loin de disparaître derrière une langue unique, les langues des peuples européens doivent au contraire être conservées et étudiées, pour rendre possible les progrès de la civilisation non seulement en Europe, mais dans la République, les progrès d'une Nation ne pouvant être possibles sans les communications établies avec les autres peuples. C'est en effet pour s'opposer à l'égoïsme national qu'il convient de promouvoir les possibilités d'échanges entre les diverses nations. Lamarque propose donc de créer, aux côtés des professeurs de langue ancienne et orientale, des postes de professeurs d'allemand, d'anglais et de slave ¹³.

La question des langues dépasse ainsi largement le terrain des débats intellectuels. Elle s'impose au cœur des discussions diplomatiques et des interrogations sur les relations entre les diverses sociétés. Présentant ainsi un état des relations entre la France et les États-Unis devant ses collègues de la Classe des sciences morales et politiques, Charles-Maurice Talleyrand ne peut que constater que « l'identité de langage » entre l'Angleterre et les États-Unis favorise les échanges commerciaux entre les deux États, au détriment des intérêts français :

Cette identité place entre les hommes de ces deux pays un caractère commun qui les fera toujours se prendre l'un à l'autre et se reconnaître : ils se croiront mutuellement chez eux quand ils voyageront l'un chez l'autre : ils échangeront avec un plaisir réciproque la plénitude de leurs pensées et toute la discussion de leurs intérêts, tandis qu'une barrière insurmontable est élevée entre les peuples de différents langage, qui ne peuvent prononcer un mot sans s'avertir qu'ils n'appartiennent pas à la même patrie ¹⁴.

Dans la continuité des positions proposées par Lamarque, plusieurs entreprises menées au sein des périodiques s'inscrivent dans cette volonté de promouvoir un espace de communications. Le *Magasin encyclopédique* d'Aubin-

12. Conseil des Cinq-cents. Opinion de F. Lamarque sur l'enseignement des langues vivantes. Séance du 17 fructidor an IV/[3 septembre 1796], Paris, imprimerie nationale, fructidor an IV.

13. *Ibid.*

14. Charles-Maurice Talleyrand, « Mémoire sur les relations commerciales des États-Unis et de l'Angleterre lu le 15 germinal an 5 », *Mémoires de l'Institut national des sciences et arts*, Paris, Baudouin, 1799, tome III, p. 91.

Louis Millin de Grandmaison offre ainsi à ses lecteurs des traductions en français des productions étrangères, tandis que ce dernier envoie à ses différents correspondants en Europe des productions françaises. Au-delà des intérêts financiers que procurent ces entreprises, les traductions apparaissent comme une pratique qui bénéficie de la plus grande attention des autorités politiques et administratives qui favorisent la constitution d'un groupe de spécialistes appelés à participer à l'œuvre de communication entre les différents peuples. C'est dans ce contexte particulier qu'émerge le débat bien connu sur les principes théoriques et la fonction des langues universelles.

Les projets de langue universelle ne constituent pas des inventions du Directoire. Ils plongent leurs racines dans une histoire longue et renvoient à plusieurs projets portés pendant tout le XVIII^e siècle¹⁵. Dès 1789, ces projets refont néanmoins surface avec force, particulièrement dans les débats autour de la diffusion des discours politiques et de la nécessité d'inventer une écriture fiable, rapide et « transparente », susceptible de transcrire et de diffuser le plus fidèlement possible les discours prononcés à l'Assemblée nationale. Entre 1789 et 1795 se multiplient ainsi les projets (sténographie, logographie, tachygraphie...) proposant la possibilité d'établir une langue universelle et parfaite. Ces projets se multiplient dans le contexte particulièrement agité des années 1797-1799 à l'occasion de la question mise au concours par les membres de la seconde Classe de l'Institut : « déterminer l'influence de l'habitude sur la faculté de penser ». Plusieurs projets sont en effet envoyés au président de la Classe des sciences morales et politiques, la plupart de leurs auteurs cherchant à dépasser la dispersion des langues nationales et la diversité des idiomes pour proposer une langue cosmopolite et universelle¹⁶. C'est le cas d'un ancien officier réformé, Fourneaux, pour qui « la découverte d'une langue universelle serait un bienfait pour la société. [...] L'avantage de communiquer dans toutes les langues sans qu'il soit besoin d'acquérir de nouvelles connaissances ; de mettre tous les auteurs, anciens et modernes, à portée d'être interprétés par tout homme ; de pouvoir écrire à un particulier dont on ne connaît pas la langue [...] et enfin de forcer invinciblement tous les peuples à adopter ce procédé¹⁷ ». La langue universelle constitue indéniablement un « marché » qui peut, pour certains, rapporter quelques bénéfices. C'est encore dans cette perspective qu'un ancien soldat, Joseph de Maimieux propose une Pasigraphie, « nouvel art-science d'écrire et d'imprimer » :

15. Umberto Eco, *La recherche de la langue parfaite dans la culture européenne*, Paris, Seuil, 1997, p. 330 et suiv.

16. Les principaux projets sont ceux de Jean Delormel (projet d'une langue universelle, 1795) ; Zalkind Hourwitz (*Polygraphie, ou l'Art de correspondre à l'aide d'un dictionnaire dans toutes les langues, même dans celles dont on ne possède pas seulement les lettres alphabétiques*, 1800) ; Joseph de Maimieux (*Pasigraphie*, 1797).

17. « Projet de langue universelle de Fourneaux », Paris, le 7 thermidor an VIII, *Procès-verbaux de séances de la Seconde Classe de l'Institut*, Archives de l'Académie des Sciences morales et politiques, A.7.

Si la Pasigraphie a du succès, elle produira les effets suivants : 1/ Plus de communication sociale et commerciale d'homme à homme, de peuple à peuple ; 2/ une sorte de glossomètre propre à suppléer les traductions littérales dans les correspondances ordinaires et qui rectifiera les inexactitudes des traductions littéraires, en donnant aux langues une échelle générale 3/ Plus de célérité, de facilité, de justesse, d'économie, de secret et de sûreté dans les opérations diplomatiques, militaires, civiles et de négoce, où le même employé pourra ne savoir que sa langue [...]»¹⁸.

Entre 1798 et 1801, enjambant ainsi le changement de régime, les débats sur la validité de ses langues sont l'objet de nombreux débats dans les institutions et les journaux savants. On sait que les savants de l'Institut, et particulièrement Antoine Destutt de Tracy ou Joseph-Marie de Gérando, chargés d'expertiser ces différents projets, se sont montrés, au nom du principe d'indétermination des signes-mots¹⁹, favorables à la valorisation d'une écriture alphabétique jugée plus adéquate aux progrès des civilisations²⁰. Ces derniers sont donc restés particulièrement suspicieux, sinon hostiles face à ces projets que certains auteurs (Maimieux avec son projet de Pasilalie proposé en 1799 ou Zalkind Hourwitz) tentent même de transformer en langue parlée²¹. Ces perspectives vont jouer un rôle central dans la construction du projet anthropologique autour duquel se réunissent les membres de la Société des Observateurs de l'homme à partir de décembre 1799.

Les langues et l'anthropologie de terrain des Observateurs de l'homme

Il n'est pas question de revenir ici sur une présentation détaillée des membres, des travaux et des activités de la Société des Observateurs de l'homme²². Reste que longtemps présentés sous l'angle exclusif des « pères fondateurs de l'anthropologie française », les membres de cette institution ont été étudiés de manière biaisée et partielle. Cette approche a eu largement pour

18. Joseph de Maimieux, *Pasigraphie. Premiers éléments du nouvel art-science*, Paris, Au bureau de la Pasigraphie, 1797, p. 1.

19. Brigitte Schlieben-Lange, *Idéologie, révolution et uniformité de la langue*, Bruxelles, Mardaga, 1996, p. 233. Selon Destutt de Tracy, il est en effet « impossible que le même signe ait exactement la même valeur pour tous ceux qui l'emploient ». Il convient donc de réformer la langue alphabétique et non de chercher à en créer une nouvelle.

20. Antoine Destutt de Tracy, « La difficulté de créer une langue nouvelle d'un coup et d'un seul jet, consiste à concevoir nettement et complètement la classification méthodique et philosophique de la masse entière des innombrables idées qui composent notre intelligence et à démêler distinctement toutes les séries de leurs dérivations, de leurs modifications et de leurs combinaisons. Je crois cette difficulté complètement invincible », « Réflexions sur les projets de pasigraphie par le C. Destutt de Tracy, Mémoire lu le 27 floréal an VII/16 mai 1799 », *Mémoires de l'Institut national des Sciences et des Arts*, Paris, prairial an IX, vol. III, p. 548.

21. Frances Malino, *Un juif rebelle dans la révolution. La vie de Zalkind Hourwitz (1751-1812)*, Paris, Berg International Éditeurs, 2000.

22. Jean-Luc Chappey, *Des anthropologues sous Bonaparte. La Société des Observateurs de l'homme (1799-1804)*, Paris, Société des études robespierristes, 2002.

effet de rendre invisible, ou tout au moins de minorer, la place essentielle occupée, tant sur le plan institutionnel que sur celui du projet intellectuel, des spécialistes du langage et des questions sur les langues dans la formalisation et les tentatives de mise en pratique de cette anthropologie autour de laquelle ils se réunissent. Dès ses premières réunions, la Société des Observateurs de l'homme se présente en effet comme un lieu privilégié de réunion de spécialistes du langage qui occupent, aux côtés des naturalistes et des médecins, un rôle central dans la définition des objets et des contours de l'anthropologie. C'est parmi eux que l'on trouve les chevilles ouvrières de ce groupe : le premier président de la Société n'est autre que Joseph de Maimieux, auteur de la Pasigraphie ; le vice-président, Auguste-Savinien Leblond (1738-1811), auteur d'un nouveau système de signaux codifiés, un « système de ponctuation décimale », susceptible d'améliorer le langage télégraphique. À leurs côtés, la Société recrute parmi des reconnus de l'approche sensualiste du langage : Joseph-Marie Degérando a participé au concours de l'Institut lancé en 1797 et reçoit le prix en 1799. La deuxième mention honorable est décernée à Pierre-Roland-François Butet de la Sarthe (1769-1825) qui rejoint le personnel de la Société²³. Bénéficiant d'une légitimité institutionnelle et intellectuelle plus forte, certains des professeurs de l'École spéciale des Langues orientales (Silvestre de Sacy, d'Ansse de Villoison) rejoignent encore le personnel²⁴. Réunis autour de la Bibliothèque nationale, ces philologues jouent un rôle essentiel dans les dynamiques de mises en réseau à partir desquels la Société devient attractive et s'impose comme un lieu stratégique dans la géographie intellectuelle de Paris. Il faut encore tenir compte des membres qui, s'en être à proprement parler des spécialistes du langage, jouent pourtant un rôle prédominant dans les débats sur ces questions tels que l'abbé Sicard, directeur de l'Institut national des sourds et muets, ou Philippe Pinel, médecin-chef de l'hôpital de la Salpêtrière. Occupant au sein de la Société la position de « patrons », ce sont ces spécialistes du traitement des « infirmes du signe » et de la communication qui permettent aux Observateurs de l'homme de construire leur légitimité au moment de la capture de Victor, l'enfant sauvage de l'Aveyron, que le ministre de l'Intérieur, Lucien Bonaparte, décide de confier à Sicard²⁵. Dès ses origines, la question des langues se trouve ainsi placée au cœur des travaux des membres de la Société, justifiant ainsi la large place accordée aux « spécialistes » des langues dans le texte programmatique présenté aux membres de la Société en 1801 par son secrétaire Louis-François

23. Pierre Chaussard, « Exposition analytique du système de lexicologie du C. Butet, directeur de l'École polymathique, professeur de physique au Lycée républicain, membre des sociétés philomathique et médicale de Paris, de celle des Observateurs de l'homme [...] », *Décade philosophique*, 1800, 1er trim., p. 326-331. Pierre-Roland-François Butet, *Abrégé d'un cours complet de lexicographie et de lexicologie à l'usage des élèves de la cinquième classe de l'École polymathique*, par P.R.F. Butet, Paris, Renouard, 1801.

24. Jean-Claude Chevalier, « Philologues et linguistes dans leurs institutions », *Communication*, 1992, n° 54, p. 149-160.

25. Gladys Swain, *Dialogue avec l'insensé. Essai d'histoire de la psychiatrie*, Paris, Gallimard, 1994.

Jauffret.

En réunissant ces différents spécialistes, il s'agit d'articuler, de manière originale, des approches différentes en particulier une approche génétique, sensualiste (ou théorique) avec une approche historique des langues qui ouvre vers une « archéologie » des cultures. Après avoir rappelé l'importance de la « parole » qui permet de tracer une ligne infranchissable avec les animaux (« La parole est avec la raison, la plus belle prérogative de l'homme »²⁶), Jauffret insiste sur son rôle d'instrument de communication et de civilisation (« Par [la parole], il communique avec une incroyable rapidité ses besoins, ses craintes, ses désirs, ses lumières ; par elle, il sort de la sphère circonscrite où la nature l'avait placé, se met en rapport avec tous ses semblables, échappe avec eux à la barbarie, et parvient peu à peu au plus haut degré de civilisation »). Plusieurs chantiers doivent ainsi constituer cette anthropologie à laquelle les membres de la Société souhaitent donner corps : d'une part, en écho avec les travaux menés alors par les membres de la Classe des sciences morales et politiques de l'Institut, l'étude de la genèse des langues, de la formation des signes et des progrès de l'entendement constitue un objet important sur lequel doivent travailler les membres ; d'autre part, Jauffret invite par ailleurs ses membres à l'étude comparée des différentes langues antiques et modernes (« Il appartient à la Société, à ceux de ses membres surtout qui se livrent à l'étude approfondie des langues anciennes et modernes, de développer les grandes vues que renferme le célèbre traité du président De Brosses Sur la formation mécanique des langues. En lisant cet ouvrage lumineux, on croit être transporté au moment où les langues se formèrent [...] »). Il s'agit par là de mettre en œuvre une étude comparée des langues qui permet de poser les fondements d'une histoire générale et philosophique des peuples (par une étude des activités, des formes d'organisation des sociétés révélées par l'analyse des langues), dans la même perspective que cela qui sera développée par Guillaume de Humboldt. Présent à Paris depuis 1797, ce dernier réunit d'ailleurs dans son salon de l'hôtel de Boston, plusieurs des chevilles ouvrières de la Société (d'Ansse de Villosion, Silvestre de Sacy, mais aussi des anciens membres de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres comme Bouchaud, Larcher ou Clermont-Lodève), un constat qui permet de nuancer encore la thèse selon laquelle les milieux intellectuels français (réduits aux seuls Idéologues) auraient été hermétique à l'approche synchronique de l'étude des langues²⁷. De manière d'ailleurs plus générale, il faut rappeler que les membres de la Société des Observateurs sont en relation très étroites avec les savants de l'espace germanique, des relations qui jouent un rôle essentiel dans la mise en

26 . Louis-François Jauffret, « Introduction aux mémoires de la Société des Observateurs de l'homme »[1801], dans Jean Copans & Jean Jamin, *Aux origines de l'anthropologie française*, Paris, Le Sycomore, 1978, p. 83.

27. Hans Aarsleef, « Guillaume de Humboldt et la pensée linguistique des Idéologues », dans André Joly et Jean Stefanini (dir.), *La Grammaire générale. Des modistes aux Idéologues*, Lille, PUL, 1977, p. 217-241.

place des principes théoriques de leur anthropologie dont les origines ne sauraient être exclusivement françaises. Dans cette perspective d'une histoire comparée des langues ouvrant la voie à une analyse la plus exhaustive possible des différentes sociétés humaines et de leur possible inscription dans une échelle des degrés de civilisation, Louis-François Jauffret justifie l'intérêt porté autant aux langues anciennes qu'aux langues des peuples lointains et « sauvages » auxquels les voyageurs doivent désormais prêter attention.

Louis-François Jauffret appelle ainsi les membres de la Société à travailler à plusieurs chantiers communs, en particulier la rédaction de dictionnaires de langues : d'un côté, dans la continuité des recherches menées par De Brosses, Court de Gébelin ou Peter Simon Pallas, un Dictionnaire comparatif de toutes les langues connues ; d'autre part, en s'appuyant en particulier sur les travaux menés par les idéologues, un Dictionnaire des signes permettant de suivre « toute l'histoire de la génération des idées », ouvrage susceptible de devenir un « monument national²⁸ ». Plus que la recherche de l'origine des langues, c'est plutôt la possibilité de ranger, d'après l'étude et la comparaison de leurs langues, les différents peuples de la Terre sur une échelle historique de civilisation qui est recherchée. L'étude des langues écrites et parlées doit en effet permettre de construire une histoire générale de l'humanité. Comme le souligne encore Joseph-Marie de Gérando dans son ouvrage publié en 1800, *Des signes et de l'art de penser considérés dans leurs rapports mutuels* et primé par l'Institut national, l'étude des comparaisons entre les langues (en recourant en particulier à l'étymologie) s'inscrit dans une configuration plus générale qui place les langues comme matériaux de connaissance au même titre que les antiquités, les monuments ou les médailles (« Nous avons quelques moyens de rendre un plus grand caractère d'analogie aux langues existantes. Ces moyens sont dans l'étude des étymologies. Nos langues sont beaucoup moins arbitraires qu'elles le paraissent. [...] On ne réfléchit pas assez que les étymologies sont à l'histoire de la pensée ce que les médailles et les inscriptions antiques sont à l'histoire de la société humaine. [...] Aussi un bon dictionnaire des étymologies reste à faire²⁹ »). Ces perspectives s'inscrivent ainsi dans les travaux sur les langues menés par Volney qui n'est pas membre de la Société mais qui constate dès 1793 que « chaque langue est une histoire complète puisqu'elle est le tableau de toutes les idées du peuple³⁰ ». Plusieurs membres de la Société travaillent dans cette perspective, pensons ainsi à Jean-Joseph Marcel (1776-1854), membre de la nébuleuse des antiquaires et philologues réunis autour de la Bibliothèque nationale, membre de l'expédition d'Égypte et auteur en 1798 d'un *Alphabet arabe* et en 1804 d'un

28. *Ibid.*, p. 81.

29. Joseph-Marie De Gérando, *Des signes et de l'art de penser considérés dans leurs rapports mutuels*, Paris, 1800, tome IV, p. 107-109.

30. Volney, *Leçons d'histoire* [1793], *Œuvres*, Paris, Fayard, 1981, t. I., p. 598.

Alphabet irlandais où, dans les deux cas, il affirme la nécessité de s'appuyer sur l'étude des langues pour écrire l'histoire des peuples. Dans cette perspective, les membres de la Société prennent leurs distances avec les Idéologues et la conception fondée sur le paradigme sensualiste, selon laquelle les langues alphabétiques représentent (selon la thèse défendue en particulier par Antoine Destutt de Tracy³¹) l'aboutissement des progrès de l'entendement et doivent être considérées comme « supérieures » aux langues hiéroglyphiques. Leur intérêt porté au jeune Chinois Tchong-A-Sam montre, au contraire, que la langue chinoise renvoie à une grande civilisation dont la « dégradation » a été possible du fait de l'isolement dans lequel la Chine se serait enfermée. La nécessité de ramener le jeune Chinois en Chine (ce dernier accompagne en effet les membres de l'expédition maritime du capitaine Baudin vers l'Australie) doit ainsi mettre un terme à son « malheur », la possibilité de communication étant ainsi au fondement d'une sorte de mission philanthropique.

Si les Observateurs de l'homme mettent en valeur le rôle des langues comme objet d'une étude historique et comparative permettant d'asseoir l'étude des sociétés humaines, ils insistent en effet sur le fait que l'étude des langues constitue un moyen essentiel d'entrer en contact avec les populations et, de ce fait, s'impose comme un instrument majeur de civilisation. La question des langues est au cœur des pratiques constituant ce que l'on pourrait définir comme l'anthropologie de terrain des Observateurs dont le projet tire son originalité d'être un projet politique et social autant qu'un projet intellectuel. Pour Jauffret, et les membres de la Société, l'anthropologie, connaissance de l'homme, doit être aussi un moyen d'améliorer l'homme et les sociétés humaines et donc s'imposer comme un outil de régénération et de civilisation susceptible de mettre un terme aux effets jugés négatifs de la Révolution française. L'anthropologie pratique des Observateurs est en effet une réponse à la crise morale et physique qui serait issue de l'expérience révolutionnaire et républicaine. Dans le contexte de la mise en place du régime consulaire, les Observateurs de l'homme participent à leur manière à la construction de la légende noire de la Révolution. Dans cette perspective, la promotion de la communication entre les individus et les sociétés humaines renvoie à des enjeux politiques puisqu'il s'agit, en détruisant l'isolement et l'égoïsme (tant individuel que communautaire ou national), d'aider au progrès de la civilisation, nouvelle mission assignée aux anthropologues. C'est en partie la justification des critiques portées par Gérando contre les voyageurs qui restent extérieurs aux peuples rencontrés (« Mais de tous les regrets que nous laissent les récits des voyageurs qui nous ont précédés, les plus vifs sont ceux que nous cause la négligence qu'ils ont mise à nous instruire de la langue des peuples qu'ils ont visités. [...] Comment se flatter de bien observer un peuple qu'on ne sait pas comprendre et avec lequel on ne peut s'entretenir ?

31. Brigitte Schlieben-Lange, *Idéologie, révolution et uniformité de la langue*, *op. cit.*, p. 208 et suiv.

Le premier moyen pour bien connaître les sauvages, est de devenir en quelque sorte l'un d'entre eux ; et c'est en apprenant leur langue qu'on deviendra leur concitoyen³² ». L'anthropologie des Observateurs renvoie ainsi à une vaste entreprise de civilisation qui s'appuie sur un impératif : celui de découvrir les possibilités d'une langue susceptible de créer les conditions d'une communication la plus parfaite entre les individus et les sociétés. Elle s'inscrit ainsi dans un idéal politique renvoyant à l'idée que le langage doit servir à construire une nouvelle forme de communauté politique, une « grande famille réunie » et élargie à tous les peuples de la Terre. Cette entreprise justifie largement l'intérêt porté par les Observateurs à tous les « infirmes de la communication » (enfants sauvages, sourds-muets, fous, aveugles...) : il s'agit non pas tant de les étudier que de leur permettre de réintégrer la communauté humaine. Plus, sinon autant qu'un anatomiste ou un physiologiste, la figure de l'Observateur de l'homme tendrait à se rapprocher de celle d'un traducteur, d'un passeur, telle qu'elle peut se dessiner dans les *Considérations sur l'observation des peuples sauvages* de Gérando lorsqu'il évoque le statut de voyageur et promeut les usages de la langue des signes : « On ne saurait trop recommander aux voyageurs, pour lesquels ces réflexions sont rédigées, de prendre une connaissance particulière des signes méthodiques que le citoyen Sicard emploie avec tant de succès pour établir ses premières communications avec les sourds-muets. Car le sourd-muet est aussi un sauvage et la nature est le seul interprète qui puisse lui traduire les premières leçons de ses maîtres³³ ».

Les Observateurs de l'homme n'ont ainsi cessé de tenter de mettre en pratique cette vaste entreprise de communication à travers les journaux qu'ils ont rédigés, mais aussi par l'intermédiaire de pratique telles que les « promenades pédagogiques » organisées dans les bois des environs de Paris³⁴. Dans tous les cas, il s'agit de rendre possible les communications entre les individus. La réflexion des Observateurs s'inscrit dans plusieurs héritages, en particulier celui de Condorcet. Elle place au cœur de leur programme anthropologique une sorte d'impératif de la communicabilité qui justifie l'importance accordée aux diverses formes de langage et de parole. Dans tous les cas, il s'agit de promouvoir les possibilités de communiquer entre les divers individus et sociétés humaines, l'idée étant que les « progrès » de la civilisation ne peuvent être possibles qu'à travers les échanges. Communiquer, c'est lutter contre les méfaits de l'isolement considéré comme les causes de la décadence

32. Joseph-Marie De Gérando, « Considérations sur les méthodes à suivre dans l'observation des peuples sauvages », dans Jean Copans & Jean Jamin, *Aux origines de l'anthropologie française*, Paris, Le Sycomore, 1978, p. 136.

33. *Ibid.*, p. 139.

34. Jean-Luc Chappey, « La science de l'homme du Consulat à l'épreuve de la sociabilité », *Hypothèse 1997*, Publications de la Sorbonne, 1998, p. 157-164 ; Idem, « Les enjeux d'une anthropologie dans l'ordre des savoirs autour de 1800. Retour sur la Société des Observateurs de l'homme », Anja Bandau, Marcel Dorigny, Rebekka von Mallinkrodt (éd.), *Les mondes coloniaux à Paris au XVIII^e siècle. Circulation et enchevêtrement des savoirs*, Karthala, 2010, p. 97-120.

et de la disparition des plus grandes civilisations. Au fil des séances, les Observateurs cherchent ainsi à multiplier les expériences où ils font jouer différentes modalités de communication et formes de langages, justifiant autant la place occupée par la musique que l'intérêt porté aux langues étrangères. On peut encore rappeler qu'en janvier 1803, la Société décide la publication d'un ouvrage important d'un jeune Grec, Adamance Coraïs (1748-1833), médecin diplômé de Montpellier, mais proche des savants de l'École spéciale des langues orientales, qui affirme vouloir « libérer » les populations grecques du joug ottoman en favorisant en Grèce et en langue grecque la diffusion des « Lumières » françaises³⁵. Alors que la Société des Observateurs disparaît durant l'année 1804, son projet de civilisation fondée sur la question des langues considérées comme instrument de communication est encore porté par les collaborateurs à la rédaction d'un périodique important dans les premières années de l'Empire, Les Archives littéraires de l'Europe.

Ce projet est encore présenté par Gérando dans le premier volume des Archives dans un long texte ayant pour titre « Des communications littéraires et philosophiques entre les nations d'Europe ». L'idée essentielle de ce texte est de proposer une réflexion sur les conditions pour permettre le progrès de la civilisation au sein de l'Empire français. Selon Gérando, ce progrès ne peut pas être possible sans sortir l'Empire de son isolement et donc permettre la mise en place de relations et de communications les plus denses possibles avec les différents nations et empires d'Europe. La construction d'un espace européen (communications, commerces...) doit permettre le progrès de la civilisation qui renforcera encore la supériorité de l'Empire français. De ce fait, les progrès au sein de l'Empire ne sauraient être pensés sans un progrès général de la civilisation européenne. L'idée d'Europe peut ainsi s'articuler avec celle d'Empire. Plus encore, l'idée de renforcer la supériorité impériale n'est pas incompatible avec celle de construire un espace d'échanges européens³⁶. Il convient ainsi de lutter contre le renfermement sur soi, l'individualisme et, plus encore, contre l'égoïsme national. Avec l'isolement de la France durant la Terreur, c'est vers les autres États européens qu'a « glissé » la civilisation, idée intéressante que l'on retrouve chez d'autres auteurs (pensons à Jean-Étienne Portalis et à son histoire de la philosophie rédigé aux débuts des années 1800 mais publiée en 1820³⁷) qui ont vécu l'exil et ont été accueillis au sein de cercles politiques et intellectuels en Allemagne ou en Angleterre :

35. Voir son *Mémoire sur l'état actuel de la civilisation dans la Grèce*, Paris, 16 nivôse an XI/6 janvier 1803. Notons que Coraïs est l'éditeur, entre 1805 et 1826, d'une *Bibliothèque de littérature grecque* (17 volumes).

36. Jean-Luc Chappey, « Les Archives littéraires de l'Europe (1804-1808) », *La Révolution française* [En ligne], *Dire et faire l'Europe à la fin du XVIII^e siècle*, mis en ligne le 09 juin 2011, consulté le 8 mai 2012. URL : <http://lrf.revues.org/index284.html>

37. Jean-Étienne Portalis, *De l'usage et de l'abus de l'esprit philosophique durant le XVIII^e siècle*, Paris, 1820.

De fatales circonstances nous ont isolé quelque temps du reste de l'Europe. Mais cette lacune, dans nos communications avec elles, ne peut que donner un nouvel intérêt à leur rétablissement. Dix années entières de l'histoire de la littérature et des sciences, dans les autres pays, nous sont demeurés presque inconnues, et cependant à cette terrible époque, où les idées se confondaient, rétrogradaient parmi nous à tant d'égards, la raison pouvait se consoler ailleurs par de sensibles progrès. Il est remarquable que cette excessive prévention que nous avons conçue quelques temps contre les productions étrangères, s'est précisément rencontrée avec la crise de nos exagérations politiques. Tel était le système de ceux qui nous gouvernaient alors. La France leur paraissait devoir, à tous égards, se suffire à elle-même ; et pendant qu'ils fermaient ses frontières à toutes les relations commerciales, ils proscrivaient aussi l'introduction des écrits publiés en d'autres contrées, redoutant sans doute les arrêts de cette raison universelle, supérieure à toutes les passions d'un moment. Nous devons tâcher d'étendre le voile de l'oubli sur ces funestes souvenirs ; mais c'est en restaurant qu'on fait oublier les maux qu'on a soufferts³⁸. »

Le « nationalisme » ne saurait ainsi justifier l'indifférence, voire le mépris pour les peuples, des sentiments présentés comme les produits de l'ignorance. Reprenant ainsi une série de stéréotypes, mais aussi de thèmes que l'on retrouverait chez d'autres penseurs comme Henri Grégoire³⁹, Degérando affirme que « les deux peuples qui, dans la carrière des sciences et des arts, sont demeurés plus invariablement stationnaires pendant une longue suite de siècles, sont précisément ceux qui ont affecté de s'isoler entièrement ; je veux parler des Chinois et des Juifs⁴⁰ ». Ainsi, loin de se comporter comme des individus « traversant la société humaine comme des voyageurs étrangers à ses institutions », il convient de multiplier les relations et les échanges. L'idée que les communications soient nécessaires à toutes les échelles de l'organisation des sociétés humaines abordées à des échelles différentes (des relations au sein des familles aux relations entre les différents empires) constitue un des thèmes majeurs des contributions publiées dans les Archives. On peut ainsi citer l'enthousiasme, mêlé de surprise, exprimé par un ancien membre de la Société des Observateurs de l'homme, Jean-Geoffroy Schweighäuser (1742-1830) dans un article publié en 1805 dans les colonnes des Archives et consacré à la description des populations d'un « canton des Vosges appelé le ban de la Roche » où exerce le pasteur Oberlin, frère du savant. Le visiteur est surpris par « l'urbanité » des populations, surprise d'autant plus grande que les facteurs naturels ne sont pas favorables aux échanges et tendraient plutôt à l'isolement⁴¹. La raison de ce phénomène est la fin de l'isolement, comme le confie le pasteur au voyageur :

38. Joseph-Marie De Gérando, « Des communication littéraires... », *Archives littéraires de l'Europe*, Paris, 1804, tome 1, p. 7-8.

39. Voir Alyssa Goldstein Sepinwall, *L'Abbé Grégoire et la Révolution française. Les origines de l'universalisme moderne*, trad. fr. Bécherel, Les Perséides, 2008.

40. Joseph-Marie De Gérando, « Des communication littéraires... », *op. cit.*, p. 3.

41. *Archives littéraires de l'Europe...*, Paris, 1805, tome V, p. 283.

Il y a cinquante ans [...] que vous n'auriez trouvé dans ce pays que des demi-sauvages ; on y parlait un patois presque inintelligible ; il n'y avait point de communication entre les villages ; la jeunesse était livrée à l'ignorance la plus grossière. [Grâce à un nouveau pasteur qui n'était autre que le père Dietrich dont le fils est devenu le maire de Strasbourg] On désira donner des fêtes au nouveau seigneur ; il fallut pour cela se rapprocher, il fallut délibérer, il fallut s'exercer en commun ; le pasteur profita de ces assemblées pour répandre quelques lumières, pour fonder quelques communications entre ces paysans, séparés par les montagnes et par les ravins. Comme le fabuleux Orphée, il se servit de la musique pour jeter les premiers germes de la civilisation parmi ces hommes rustiques⁴². »

Plus qu'une simple étape dans la vie intellectuelle de l'Empire, la disparition des Archives littéraires en 1808 constitue sans doute un véritable tournant politique dans la conception même de l'Empire et de l'idée de civilisation.

Conclusion : les langues et le tournant impérial de 1807-1808

À l'idée d'un progrès possible de toutes les civilisations justifiant temporairement la mission assignée à l'Empire française succède celle d'une hiérarchie irréversible des civilisations et des sociétés humaines : si toutes peuvent évoluer, il n'en reste pas moins que, pour des raisons « naturelles » (liées aux éléments géographiques, mais aussi à l'organisation physique de leurs habitants comme le soulignent la réactualisation de thèses promouvant les partages irrémédiables entre les « races » humaines), certaines de ces sociétés sont condamnées à rester inférieures à d'autres. Dès lors, cette nouvelle orientation transforme radicalement le regard porté sur les langues et plus particulièrement sur la langue française érigée en modèle universel. L'idée est de faire de la langue française un dépôt, une langue universelle et impériale : la traduction en français est ainsi considérée comme moyen d'appropriation des richesses des autres nations. La perspective républicaine de communication s'efface derrière la logique impériale de domination : la civilisation n'est plus considérée en termes d'échanges mais en termes de promotion de la langue française (comme semble le montrer la traduction des *Recherches asiatiques* en 1805 : au moment où la France perd ses colonies, la traduction du périodique anglais semble être un signe de la volonté de promouvoir l'idée impériale par la langue française et cette entreprise éditoriale). C'est d'ailleurs en 1808 qu'est réédité (dans les œuvres complètes) le *Discours sur l'universalité de la langue française* de Rivarol publié initialement en 1783.

Or, considéré dans la perspective des résistances au projet d'unification impériale et à l'affirmation selon laquelle la langue française doit être universelle, il convient sans doute de mieux s'interroger sur les enjeux de

42. *Ibid.*, p. 287.

l'émergence de la littérature comparée et de l'intérêt porté aux langues autour des années 1808-1810 : des travaux de Pierre-Louis Ginguené sur l'histoire de la littérature italienne à ceux de Germaine de Staël sur la portée de la littérature allemande (*De l'Allemagne* [1810] publié en 1813), il s'agit à chaque fois de montrer l'importance des littératures nationales rapportées à un espace, une culture, une organisation sociale et politique particuliers. Il s'agit encore insister sur la nécessité de favoriser les échanges et les relations entre les diverses productions nationales ouvrant ainsi vers un nouveau modèle d'une fédération européenne qui doit rendre de nouveau possible le perfectionnement de la civilisation. Selon Germaine de Staël, « les nations doivent se servir de guide les unes aux autres, et toutes auraient tort de se priver des lumières qu'elles peuvent mutuellement se prêter⁴³ ». Entre l'Empire et la Restauration, les anciens membres de la Société des Observateurs continueront de jouer un rôle important dans les différents lieux et institutions consacrés à l'étude des langues dans les premières décennies du XIX^e siècle, en particulier dans différents périodiques comme *Les Annales de grammaire* (1818-1820) ou le *Journal grammatical et didactique de la langue française*⁴⁴. Ces différentes productions participent, aux côtés de la *Revue encyclopédique* créée en 1819 par Marc-Antoine Jullien de Paris et des appels lancés par Henri Grégoire en faveur de la « solidarité » entre tous les savants d'Europe, à la promotion de l'ancien idéal de communication entre les peuples⁴⁵. On retrouvera encore chez Charles Nodier en 1810 la conception, sans doute utopiste, de perfectionner la société en créant une langue universelle :

La perfectibilité de la société est donc en raison de la perfection du langage, instrument essentiel de la civilisation. Les langues tendent à l'unité comme la société elle-même. Le complément de la civilisation sera l'universalité des institutions sociales et des signes employés dans le langage. Tout ce qui tend à simplifier l'art de la parole, à réduire les langues humaines à des principes communs, à en faciliter le rapprochement et le mélange, est donc utile à l'état social. [...] Ces principes établis, et la société considérée comme toute autre science ou comme toute autre méthode, je pense que rien n'empêche qu'on lui donne une langue positive ; que l'on ne convienne, en quelque sorte, d'une algèbre sociale qui ne changerait rien à la langue usuelle, et dont l'emploi serait restreint aux communications scientifiques, politiques et commerciales des nations. Cette langue aurait toutes les conditions de perfection que l'état actuel de la société peut admettre. L'action mutuelle de la société sur la langue et de la langue sur la société ferait progressivement parvenir au plus haut degré de leur perfectionnement possible, et les institutions dont la société se compose, et la langue qui en serait l'agent. [...]⁴⁶.

43. Germaine de Staël, *De l'Allemagne*, Paris, 1838, t. II, p. 161-162.

44. Sylvain Auroux, François Dougnac & Tristan Horde, « Les premiers périodiques linguistiques français (1784-1840) », *Histoire, Épistémologie, Langage*, 1982 IV/1, p. 73-83.

45. Voir Henri Grégoire, *Essai sur la solidarité littéraire entre les savants de tous les pays*, Paris, chez les principaux libraires, 1824.

46. Charles Nodier, *Archéologie ou Système universel et raisonné des langues*, Paris, Didot, 1810, p. 3-5.

Là encore, à l'idée qu'il faudrait désormais cataloguer ou classer les langues pour imposer une forme de hiérarchie, s'oppose l'idée qu'il faut tenter de favoriser les communications entre les peuples et les sociétés humaines. De manière plus générale, on peut ainsi constater que la période révolutionnaire se caractérise par une très grande diversité des intérêts portés aux questions de langage et au caractère central (et souvent de manière très pragmatique ou pratique) que ces questions prennent dans les débats autant scientifiques que politiques. On peut ainsi nuancer l'importance de la perspective condillacienne (sensualiste et génétique) dans l'approche des langues pour mieux mesurer le rôle joué par certains savants français dans l'émergence de l'histoire comparée des langues (en relations avec des théoriciens allemands), et ainsi mieux apprécier l'originalité du « moment 1800 »⁴⁷. L'institutionnalisation progressive des différentes sciences du langage au XIX^e siècle aura pour effet de faire oublier le lien entre l'expérience politique et l'intérêt porté à l'étude des langues. La promotion, sous l'Empire puis la Restauration, du professeur spécialisé dans l'étude des langues orientales, modernes ou rares au détriment du traducteur, ravalé à un statut de second rang ou de technicien, est un phénomène autant intellectuel que politique majeur qui illustre la victoire de l'érudition sur la communication, de l'idée de domination sur celle de régénération et de civilisation.

47. François Rastier, *Idéologie et théorie des signes. Analyse structurale des Éléments d'Idéologie de Tracy*, Paris, Mouton, 1972.